
Un budget de l'Etat 2018 à nouveau marqué du sceau de l'austérité

- *Construit sous le sceau de l'austérité, le budget de l'Etat envisage une réduction des dépenses de 3,4 pp de PIB en 2018 (à 30,5%) et un reflux du déficit de 2,6 pp (à 8,1% du PIB).*
- *L'effort de consolidation est principalement porté par le budget investissement alors que l'effort sur les dépenses courantes, salaires en particulier, est plus modeste.*
- *Le service de la dette reste un poste de dépense majeur (18,9% des dépenses) et ce bien que le remboursement des dettes cachées ne soit pas budgétisé.*
- *En valeur nominale, les dépenses atteindront 302,9 Md MZN (envir. 5 Md \$) et seront principalement orientées vers le secteur économique et social.*

Un contexte toujours difficile.

Promulgué au début du mois de janvier, le **Budget de l'Etat (Orçamento do Estado) se base sur des hypothèses macro-économiques parfois peu convaincantes**. On citera notamment une prévision de croissance du PIB de 5,3% alors que la plupart des analystes tablent désormais sur une croissance molle en continuité de ce qui a été observé en 2017 ; une inflation toujours soutenue de 11,9%, ce qui paraît pessimiste au regard du fait qu'elle a été ramenée en dessous de la barre des 7% en fin 2017 ; des flux d'IDE entrants de 2,85 Md \$ (contre sans doute 1,5 Md \$ en 2017) ce qui semble audacieux au regard de la défiance – probablement conjoncturelle – qu'inspire le Mozambique aux investisseurs après deux années d'une crise polymorphe.

Le déficit budgétaire marque un sensible reflux.

Le déficit budgétaire marque en premier lieu un sensible reflux. Le budget 2018 table en effet sur 302,9 Md MZN de dépenses (5 Md \$) et sur 222,8 de recettes (3,7 Md \$), soit un solde de -80 Md MZN (1,3 Md \$). Il équivaut à 8,1% du PIB, ce qui est en baisse de 2,6 pp PIB par rapport à 2017 (10,7%). Après dons et amortissements, le déficit s'établit à 3,9% du PIB (contre 6,1% en 2017) alors que le solde primaire reste toujours déficitaire à 0,6% du PIB (2,5% en 2017). Si l'on retient la méthodologie FMI qui intègre les arriérés de paiements dans son calcul (« déficit cash basis »), le déficit devrait même atteindre 7,5% du PIB (contre 8,2% en 2017). **Son financement reposera sur un mélange d'emprunts internes (pour 19,2 Md MZN) et externes (17,4 Md MZN de dons, soit près de 290 M\$, et 43,9 Md MZN correspondant à des décaissements d'emprunts en devises pour la plupart déjà existants, soit 730 M\$).** Concernant les dons, on notera qu'il s'agit uniquement d'aide-projet et de fonds commun, l'aide budgétaire générale (ABG) du G14 restant toujours suspendue.

La réduction du déficit est obtenue malgré la limitation du financement externe (gel de l'ABG, blocage de nouveaux prêts par les bailleurs)

Le financement du budget repose de fait davantage sur les « recettes de l'Etat ». Elles s'élèvent à 222,8 Md MZN et couvrent 74% des dépenses (contre 67% en 2017). Si on leur ajoute les emprunts domestiques, le financement d'origine interne couvre même 80% des dépenses (74% en 2017), ce qui est un niveau historiquement haut. **Mais malgré leur hausse en part du budget, les recettes de l'Etat sont anticipées en sensible baisse de 0,8 pp de PIB cette année** (22,5% du PIB contre 23,2 en 2017). Cette baisse est cohérente avec le fait que les industries extractives responsables d'une grosse part de la croissance en 2017-18 bénéficient de nombreuses exemptions fiscales. La construction budgétaire a donc anticipé une baisse de la collecte des taxes sur le commerce extérieur (-0,4 pp), de la TVA (-0,3 pp) et des recettes non fiscales (-0,4 pp). En revanche, la pression fiscale sur le revenu des particuliers va s'accroître avec des prélèvements en hausse de 0,4 pp PIB.

L'ajustement budgétaire est ainsi principalement porté par une réduction des dépenses publiques de 3,4 pp PIB.

En part de PIB, elles n'atteignent plus que 30,5% (contre 33,9% en 2017) soit, en valeur nominale, 302,9 milliards MZN. **L'effort de consolidation est essentiellement porté par le budget investissement** : il baisse non seulement en part de PIB de 1,8 pp (8,2% contre 10%) mais aussi en part des dépenses totales (26,3% contre 29,5% en 2017). 59% des investissements publics seront couverts par des sources externes. **Les dépenses courantes, sans surprise plus difficiles à réduire, porteront une part plus faible de l'ajustement budgétaire** : elles représentent 18,6% du PIB (-0,9 pp PIB comparées à 2017) et 61% des dépenses totales (57% en 2017). L'effort sur la masse salariale, par nature plus difficilement compressible, est très modeste (-0,3 pp PIB). Elle continue de ce fait de représenter le plus gros poste budgétaire (30% des dépenses). L'administration devrait continuer de diminuer son train de vie avec des budgets « biens et services » en forte diminution (-0,4 pp à 3% du PIB). La suppression des subventions sur les prix de l'essence et de la farine en 2017 permet à l'Etat d'économiser près de 2 Md MZN. Seuls perdurent des subventions aux sociétés publiques pour 0,735 Md MZN, ce qui est marginal.

En matière de service de la dette et d'opérations financières (amortissement de la dette + soutien aux sociétés publiques), la tendance n'est pas à l'amélioration.

Le service de la dette (intérêts + amortissements) toutes devises confondues absorbera **18,9% des dépenses**, une proportion sensiblement supérieure à celle du budget 2017 (18%). Si le coût de la dette externe marque une diminution grâce à un effet change (appréciation du

change USD/MZN en 2017) et grâce à un effet volume (gel de nouveaux prêts octroyés par les bailleurs étrangers et donc relative baisse du stock), celui de **la dette interne est en expansion** : le paiement de ses intérêts est en effet prévu en hausse de 122% en valeur nominale en raison d'une politique monétaire peu accommodante (principal taux d'intérêt à 20,5% actuellement, *prime rate* à 27%). Son amortissement doit quant à lui augmenter de 24% du fait de l'accroissement du stock de la dette en Metical (avances de la banque centrale, T-Bills et obligations émises par le Trésor qui totalisent plus de 100 Md MZN fin 2017) et de sa très courte maturité (3 à 6 mois). **Au total, l'ensemble des opérations financières (dont soutien aux sociétés publiques) et la charge de la dette absorberont 23% des dépenses publiques, soit 70 Md MZN.**

Considérées hors opérations financières et charge de la dette, les dépenses dans les secteurs prioritaires représentent 63,5% des dépenses.

Elles concernent les postes liés à la réduction de la pauvreté et à la croissance inclusive tels que l'éducation, la santé ou le développement des infrastructures.

	2018 (en Md mzn)	2018	2017
Education	52,38	22,7%	23,0%
Santé	26,60	11,5%	10,1%
Infrastructures	40,90	17,6%	17,7%
Agriculture et Dev Rural	13,23	5,7%	8,7%
Justice	3,64	1,6%	1,5%
Transport et télécommunications	3,76	1,6%	4,3%
Action Sociale et Travail	6,76	2,9%	3,6%
Total	147, 29	63,5%	68,8%
Total hors opération financières et charge de la dette	232,24	100%	100%

Commentaires :

Il est à craindre que, comme en 2017, l'exécution budgétaire ait lieu hors du cadre de ce qui a été construit et avec des marges de manœuvres limitées du fait d'une croissance atone. En 2017, l'Etat a pu ajuster ses dépenses en investissant moins qu'escompté et en accumulant d'importants arriérés au secteur privé (le CTA affirme que l'Etat doit 29 Md MZN, soit 500 M\$ aux sociétés privées) ce qu'il sera difficile de reproduire encore longtemps. Le financement des dépenses par recours à l'endettement domestique présente quant à lui des limites dans la mesure où l'appétit des banques acheteuses diminue au fur et à mesure que leur exposition au risque souverain augmente. Au rang des éléments pouvant gêner l'exécution budgétaire, on citera enfin le risque de défauts des grandes sociétés publiques dont la viabilité financière est sujette à caution (et que l'Etat pourrait bien devoir secourir.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

